

Ganges, samedi 23 septembre 2023

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre, a déclenché une vague de révoltes dans les quartiers populaires au début de l'été. Il est le dernier d'une trop longue liste de victimes de violences policières, peuplée dans son immense majorité de personnes de sexe masculin,

racisées, et jeunes. Y aurait pas comme un biais ? Un délit de faciès ?

Comment est-ce possible, pour des forces de l'ordre républicaines et attachées aux lois françaises ?

Et bien quand un sondage réalisé post élections présidentielles nous apprend que 60 % des membres de forces de l'ordre déclarent voter à l'extrême-droite, on comprend mieux :

- la stigmatisation permanente de tous les jeunes de quartier
- la difficulté pour des agent-es de police racisé-es de trouver leur place dans les équipes

La police a une opinion politique majoritaire, et c'est une opinion raciste, xénophobe, sexiste, réactionnaire. Nous constatons que cela se ressent de plus en plus violemment dans l'exercice de son métier. Or la peine de mort a été abolie en 1981. Les policiers ne disposent pas d'un permis de tuer. Même s'ils et elles portent une arme.

Mais pourquoi tant de violence ?

Si le gouvernement développe son arsenal répressif et sécuritaire, ce n'est pas par hasard. C'est le meilleur moyen pour lui d'essayer de contenir la contestation et les luttes sociales, féministes, antiracistes ou écologistes.

Nous qui sommes syndicalistes et militant-es : nous avons à faire à la répression autoritaire du gouvernement, d'une part via nos hiérarchies, qui cherchent à couper les têtes qui dépassent. Et d'autre part par l'action policière avant, pendant et après les manifestations et actions militantes. Les derniers exemples en date sont le secrétaire de la CGT énergie, Sébastien Menesplier, convoqué par la gendarmerie à cause des actions de « mise en sobriété énergétique » ; et puis quatre militant-es de Solidaires, la Confédération Paysanne et la CGT traîné-es en justice pour avoir maintenu l'appel à la manifestation de Sainte-Soline.

En commettant de telles attaques contre nos conquies sociaux, contre nos droits les plus fondamentaux, contre les plus précaires d'entre nous, tout en favorisant ceux qui ont tout et voudraient pourtant davantage, et face aux licenciements, à la croissance massive du chômage et des inégalités, à l'explosion de la pauvreté, à l'abandon des banlieues et des Outre mer, ce gouvernement n'a pas d'autre choix pour rester en place que d'utiliser la force.

Et là disparaît la démocratie. L'extrême-droite a toujours été le plan B du capitalisme, et une certaine police son bras armé.

La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave. Nous sommes nombreux, syndicats, associations, collectifs, partis politiques, à nous retrouver aujourd'hui, ensemble, pour amorcer un combat qui sera long et douloureux, n'en doutons pas. Mais la défense de nos libertés les plus fondamentales est à ce prix.

Restons uni-es, vigilant-es, en lutte et solidaires, nous n'avons plus vraiment le choix.